

4 Économie

Conjoncture économique en zone Cémac

La BEAC examine les stratégies de sortie de crise

Innocent M'BADOUA
Yaoundé / Cameroun

DANS les couloirs du Hilton Palace de Yaoundé (Cameroun), l'élite africaine a été commise à la tâche, par la Banque des Etats de l'Afrique centrale, toute la journée du 25 janvier 2017, aux fins de rechercher les thérapies de choc à administrer aux pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), malades d'une crise économique qui s'est révélée avec la chute du prix du baril de pétrole.

Parce que garante de la politique monétaire des Etats membres, la BEAC a invité les meilleurs spécialistes et praticiens à ausculter une Cémac dont les économies nationales continuent de convulser, sous l'assèchement des recettes fiscales, malgré les mesures d'astreinte énoncées par les gouvernements respectifs. La conférence de haut niveau sur le thème "Banques centrales : stratégies de sortie de crise", or-

ganisée par la Banque centrale s'est donc voulu ce laboratoire où le diagnostic a été posé, avant de préconiser les stratégies.

Éminents banquiers, économistes, financiers, chefs d'entreprises... Autant d'intelligences, exclusivement africaines et au fait de questions de redressement économique, constituées en trois panels comme autant d'axes de réflexions. A côté de ces experts, la BEAC a associé une brochette de gouverneurs des banques centrales des pays subsahariens et du Maghreb (Maroc et Algérie) attestant d'une expérience éprouvée, pour avoir contribué au redressement des économies de leurs pays.

SOLENNEL. C'est Alamine Ousmane Mey, ministre camerounais des Finances qui, en ouvrant et clôturant les travaux de cette conférence, va formuler les attentes politiques de son gouvernement et, par-delà, celles des autres Etats membres. « La gestion efficace de la crise actuelle qui affecte nos économies doit être véritablement mise en



Photo : D.R.

Le siège de la BEAC à Yaoundé : de nouvelles actions en perspective.

place. Vos recommandations seront examinées et associées aux directives des chefs d'Etat de Yaoundé», a-t-il dit, comme pour rappeler que les décideurs politiques ont besoin d'une approche plutôt froide des spécialistes.

Et le gouverneur sortant de la BEAC, Lucas Abaga Nchama, qui est à la tête de cette institution pour une dizaine de jours encore, de préciser dans ses discours d'ouverture et de clôture: « ce qui est demandé aujourd'hui à la Banque centrale, pour sortir les Etats de la Cémac de la crise, relève de la formulation des soutiens aux Etats membres. » Autrement dit, sans remplacer les Etats et agir pour leur compte, « la Banque centrale est ga-

rante de la soutenabilité de la cohérence entre politique monétaire et politique budgétaire. »

Dans l'ensemble du diagnostic revenait une vérité : la crise économique en zone Cémac est sérieuse. Elle touche l'ensemble des économies. Si rien n'est entrepris, au plus vite, la courbe des indicateurs va continuer de plonger. Et la cure sera pénible.

Ayant comme principal orateur le Pr Albert Ondo Ossa (Gabon), le premier panel a permis de dresser une cartographie des impacts et de montrer que cette crise qui frappe les Etats de la Cémac n'est pas homogène. De ce fait, une solution unique ne saurait s'appliquer à la zone. « Il faut des solutions au cas

par cas. A ce titre, il convient d'affiner les réflexions », dira le Pr Onda Ossa.

Le deuxième panel, animé essentiellement par des gouverneurs des banques centrales (Algérie, Nigeria, Guinée Conakry, Ouganda, RD Congo) a montré comment les banques centrales de ces pays ont tiré leurs Etats respectifs du marasme économique. Face au constat fait de l'inefficacité des politiques budgétaires, de la persistance de l'endettement, de l'épuisement de réserves qui garantissent la convertibilité de la monnaie nationale en monnaies étrangères, et inversement, l'ensemble des gouverneurs des banques centrales ont indiqué qu'ils ont dû recourir à la dévaluation de leur monnaie nationale.

« La dévaluation du Naira a permis au Nigeria de redevenir compétitif sur les exportations. C'était un choix douloureux, mais il fallait le faire », a mentionné le vice-gouverneur de la banque centrale du Nigeria, Sarah Alade. Cette dévaluation a été inéluctable au Congo et en Ouganda.

Mais, Lucas Abaga Nchama, gouverneur de la BEAC, a rassuré l'opinion : « Lors du sommet extraordinaire des chefs d'Etat ici à Yaoundé même, cette question a été tranchée au plus haut niveau par les chefs d'Etat de la Cémac : il n'y aura pas une dévaluation du franc CFA. »

Enfin, le dernier panel pense qu'il faut un savant dosage entre la gestion prudente des ratios à respecter, du ressort de la Banque centrale, et les politiques de relance économique mises en place par chaque Etat membre. « Il faut éviter les risques d'interaction négatifs entre ces deux politiques », dira le Pr Ebeloko Ebe. Il a été ainsi réaffirmé le courage que doivent avoir les gouvernements à réduire le train de vie de l'Etat, et imprimer une nécessaire collaboration entre les gouvernements et la BEAC, sans que la banque centrale ne perde son autonomie.

Les jours qui arrivent vont davantage dévoiler les actions de la Banque centrale, suite à la requête du patronat.

Conjoncture de l'économie gabonaise au 3e trimestre 2016
Coup de froid sur le marché des assurances

I. M'B (Sce DGEPP)
Libreville / Cameroun

Selon les statistiques de la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPP), malgré la bonne performance des Trois Grands (Ogar, Axa et Nsia) avec 89,5 % de parts de marché, le secteur des assurances s'est globalement rétracté.

DANS un contexte de frilosité du marché, l'activité d'assurance a observé un ralentissement au terme des neuf premiers mois de l'année 2016. En d'autres termes, le chiffre d'affaires consolidé s'est rétracté de 6,4% à 58,62 milliards de francs sur cette période. La volatilité des affaires, à laquelle il faut adjoindre la concurrence acerbe, sont

la conséquence de la réduction des émissions globales, principalement celles de la branche Non Vie.

Pourtant, le volume de la branche Non Vie, qui représente 84% de l'encours du secteur, s'est replié de 9,3% à 49,01 milliards de francs au cours des neuf premiers mois de l'année 2016, contre 54,06 milliards à la même période en 2015. Cette contre-performance provient du non renouvellement de contrat sur les produits « Maladie-Assistance, Automobile et Total Transports », qui ont affiché un recul de 17%, 12,7% et 4,5%, respectivement.

La branche Vie qui représente 14% du total de l'encaissement du secteur est constituée des produits d'assurance Epargne-retraite, Décès et Mixte. Sur la période sous revue, l'en-



Photo : Boubala

Ogar : leader du marché national.

cours des primes d'assurance Vie s'est apprécié de 6,6% à 9,61 milliards de francs à fin septembre 2016. Cette évolution est en partie liée au raffermissement des produits « Epargne-Retraite » (+6%) et « Décès » (+21,8%) qui détiennent 90% de l'encaissement glo-

bal. Du point de vue du poids des sociétés sur le marché national, on note que l'essentiel des primes est détenu par le groupe Ogar, leader du marché avec 51,5% de l'encours total des primes, suivi de la compagnie Axa Assurance (21,2%) et du groupe NSIA (16,8%). A

eux trois, leur part de marché pèse 89,5% du chiffre d'affaires global du secteur.

SINISTRES ET COMMIS-SIONS. La charge totale des sinistres payés, en diminution de -3,8%, s'est chiffrée à 18,33 milliards de FCFA à fin septembre 2016 contre 19,08 milliards à la même période en 2015. Les sinistres réglés pour le compte de la branche Non Vie ont représenté 69% de l'ensemble des sinistres payés du secteur. Ils ont régressé de 14,4% pour se situer à 12,60 milliards de francs dont 5,54 milliards de francs pour la couverture des soins médicaux du seul produit « Maladie-Assistance ».

Dans le même temps, la branche Vie a couvert 31% des sinistres payés sur l'ensemble du secteur. Ils ont augmenté de 31,9% à 5,75 milliards de francs au

cours des neuf premiers mois de l'année 2016.

Que dire des commissions versées ? Selon la direction générale de l'Economie et de la politique fiscale, le total des commissions versées aux intermédiaires, au troisième trimestre 2016, a augmenté de 19,3% à 6,67 milliards de francs à fin septembre 2016, influencé par l'accroissement des commissions versées pour le compte de l'assurance Non Vie (+16,8%).

Les commissions versées au compte de l'assurance Non Vie ont progressé de 16,8% pour s'établir à 6,32 milliards de francs sur les neuf premiers mois 2016. Parallèlement, celles versées au titre de l'assurance Vie ont plus que doublé pour se situer à 350 millions de francs en septembre 2016 contre 180 millions de francs à la même période.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 27/01/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	27/01/2017	4 867,24
		USD	1,0700	1USD =	613,044	1 USD	634,500	DOW JONES	27/01/2017	20 100,91
		CAD	1,4048	1CAD =	466,940	1 CAD	491,248			
		JPY	122,4000	1JPY =	5,359	100 JPY	557,284			
		GBP	0,8514	1GBP =	770,418	1 GBP	803,831			
		CHF	1,0693	1CHF =	613,445	100 CHF	64 214,86			
		ZAR	14,3102	1ZAR =	45,838	100 ZAR	4 766,64			
		MAD	10,6950	1MAD =	61,333	MAD	63,78			
		CNY	7,3634	1CNY =	89,083	1CNY	91,76			
		KES	110,8900	1KES =	5,915	1KES	6,09			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
27 Janvier 2017: 56,17		

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>